

Région arabe : une « Ola » révolutionnaire

jeudi 7 mars 2013, par [TOSCANE Luiza](#) (Date de rédaction antérieure : 16 février 2013).

Sommaire

- [Des processus révolutionnaires](#)
- [Les manifestants, de Tighir à](#)
- [Spontanéité et improvisations](#)
- [L'origine des mouvements](#)
- [Des mouvements mixtes](#)
- [Hic et nunc](#)
- [Unanimisme révolutionnaire](#)
- [La non participation des \(...\)](#)
- [Révolution arabe ?](#)
- [Des révolutions citoyennes](#)
- [Les tapis avant la mosquée ?](#)
- [Vers un approfondissement \(...\)](#)
- [Les luttes écologiques](#)

Le processus enclenché le 17 décembre 2010 en Tunisie n'est pas retombé ; il n'est pas non plus en perte de vitesse et se poursuit dans nombre de pays arabes. Après la Tunisie, l'Egypte, puis le Yémen, Bahreïn, Libye, Maroc, Oman, Syrie. En 2012, la *Ola* s'est étendue au Soudan, à l'Arabie saoudite, à la Cisjordanie, au Koweït et à la Jordanie.

Des processus révolutionnaires ?

On assiste à deux sortes de dynamiques : l'une franchement révolutionnaire qui se fixe l'objectif de la fin des régimes, comme c'est le cas dans la majorité des pays qui ont connu des manifestations de rue, et une seconde, réformatrice, qui demande au régime d'entreprendre des réformes. Mais il s'agit de réformes, pour certaines, tellement substantielles et contradictoires avec l'essence même des régimes qu'une dynamique révolutionnaire pourrait s'enclencher dans ce processus. Reste qu'au Maroc, les revendications encore minoritaires « le peuple veut la chute du régime » ou « La République est la solution » progressent, et à Koweït on a entendu parfois « le peuple veut la chute du tyran ». Le seul pays où le slogan « le peuple veut la réforme du régime » n'a pas été transformé depuis deux ans est le Sultanat d'Oman

Les manifestants, de Tighir à Sohar

Ce qui est commun à tous les pays, qu'il s'agisse de mouvements réformateurs ou révolutionnaires, compte tenu de l'espérance de vie de ces pays et de la moyenne d'âge des populations (par exemple à Oman, 40% de la population a moins de 20 ans), c'est que toute la population descend dans la rue et qu'on a l'impression que ce sont des jeunes. Et parfois, il s'agit de très jeunes, puisque ce sont parfois des familles qui manifestent, quand ce ne sont pas des enfants. En Syrie, où la mobilisation a commencé par une protestation contre la torture d'enfants, il existe des manifestations d'enfants,

des fillettes harangent les foules.

Le manifestant qui descend dans la rue n'a souvent jamais manifesté de sa vie et ne savait pas la veille qu'il allait le faire. Cela se vérifie dans tous les pays au moment du déclenchement des mouvements.

Il s'agit d'une protestation profondément pacifique, de manifestations de type politique, sans velléité ni intention d'orienter ces processus vers une autre voie. La preuve en est donnée par le refus absolu de la violence. Des manifestants syriens de Deraa, dès le mois de mai, enlevaient leur chemise face aux caméras ou aux téléphones qui les filmaient pour prouver à l'opinion internationale qu'ils n'étaient pas armés, comme le prétendait le régime. Et jusqu'à aujourd'hui, deux ans après le début de la révolution, des centaines de milliers de Syriens continuent de manifester pacifiquement les vendredis. Les Yéménites, vingt cinq millions d'habitants, -il y aurait soixante millions d'armes en circulation dans le pays-, mettent un point d'honneur à laisser leurs armes à la maison quand ils manifestent. Ce mouvement à caractère pacifique et politique est général.

Spontanéité et improvisations initiales

Sans mégaphones, ni banderoles, ni mots d'ordre unifiés, les manifestants sortent à mains nues, munis de leurs seules voix et de leurs slogans improvisés ; cela dénote l'impréparation et la spontanéité de ces révoltes. Avec le temps, les mouvements se construisent, s'organisent, se dotent de structures d'organisation des manifestations et d'unification des slogans comme on le voit en Syrie où les manifestants fabriquent drapeaux, banderoles et délivrent un thème à chaque manifestation du vendredi, où les moyens techniques apparaissent (écrans, sonorisations, dessins laser dans la nuit, etc.).

Les rues et les places ont été le théâtre de ces processus, elle a rassemblé les populations. Tout au début en Tunisie, il y avait des réunions dans les salles des unions locales ou régionales de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), mais les locaux se sont avérés d'emblée étriqués et toute réunion débouchait sur une manifestation. Des étudiants ont organisé des sit-in sur le campus, des chaînes humaines dessinant des slogans destinés à être vus d'avion, ou plutôt filmés, des petits groupes ont improvisé des flashes mob sur les rails du métro de Tunis. Dans le sultanat d'Oman, les assemblées générales des grévistes se sont tenues parfois en public. Selon les pays les manifestations se déclinent de différentes façons, reflet des modes de vie, de la répression et partant de son contournement, et/ou encore de la créativité des insurgés : en Libye on a manifesté en voiture, en Syrie, en mobylette ou à la nage et en bateau dans les fleuves (notamment dans l'Euphrate le 18 juillet 2011) ou encore dans les cimetières (Deir Ez-Zor, 2011) où des manifestants ont repris le slogan « *les morts veulent la chute du régime* ».

Au Yémen on a dressé des tentes pour occuper la « place du Changement » ; dans les tentes on exerce toutes sortes d'activités artistiques, de la musique, de l'éducation, de la formation aux droits et de la politisation. On essaie aussi de sauvegarder la vie civile en célébrant des mariages dans les tentes. Un terme a été mis à cette vie alternative par le régime qui a détruit le campement. A Sohar aussi, des tentes ont été dressées sur la « place de la Réforme ».

La nuit est mise à profit en Syrie pour des manifestations ou des veillées aux bougies ou dans le Sultanat d'Oman où la Place de la Réforme est fréquentée dans la soirée par ceux qui travaillent en journée.

La place Slimane à Maan en Jordanie a été occupée des semaines entières (décembre 2012) par des chômeurs qui ont dressé des tentes.

Les manifestations se déroulent à des rythmes différents : quotidiennes, en Tunisie ou Syrie ou hebdomadaires (ce qui suppose un début de structuration du mouvement car ils ont une semaine pour les préparer) comme à Oman ; ou mensuelles comme au Maroc : le mouvement du 20 février se donne rendez-vous le dernier dimanche du mois. Gageons que ce rythme mensuel permet plus de structuration, et fait perdre en spontanéité, et laisse la possibilité aux forces associatives, politiques et syndicales de rentrer dans le mouvement pour l'organiser. A moins que le rythme ne soit que le résultat de cette structuration ? Dans la dernière période, les manifestations qui ont marqué le point de départ des révolutions en Jordanie, Soudan, Cisjordanie étaient quotidiennes.

Les marches sont aussi un trait marquant de ces révolutions. Les manifestants n'hésitent pas à parcourir de longues distances : les marcheurs de Tazé au Yémen, ceux de la Haute Moulouya récemment au Maroc, ceux de Siliana (Tunisie) qui quittent leur ville à pied, les travailleurs d'Oman qui tentent de rallier une ville à l'autre.

L'origine des mouvements

Généralement, ils ne sont pas nés dans les capitales. En Tunisie le mouvement est parti de Sidi Bouzid, région agricole paupérisée et marginalisée, en Syrie de Deraa, région également pauvre. Dans le Sultanat d'Oman, le mouvement a eu pour épiscentre Sohar, une ville industrielle, au Yémen la ville de Tazé a joué un rôle moteur. Au Maroc, à la fin décembre 2010, dans une région berbère pauvre et agricole, soit deux mois avant le 20 février, date « officielle » du début du mouvement, la ville de Tinghir, notamment les chômeurs et les laissés pour compte, manifestait de façon prémonitoire. En Jordanie, les régions de Maan, Karak, Dhiba ou Tafila manifestent autant sinon plus que la capitale.

En Arabie Saoudite, c'est la région ouvrière de Qatif qui est l'épicentre de la contestation. Si la dimension sociale n'est pas clairement explicitée dans les revendications, elle est induite, implicite, du fait des populations qui, les premières, se sont lancées dans la bataille ; avec partout des chômeurs souvent diplômés qui ont été le fer de lance des mouvements, à l'exception du Soudan, où le mouvement initié par les étudiants n'a pas gagné l'entière des populations.

Des mouvements mixtes

La mixité n'a pas été de soi partout : en Tunisie, il a fallu du temps pour que le mouvement soit réellement mixte. A tel point que dans un petit village à Mizouna, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid en Tunisie, aux premiers jours de l'Intifadha, les femmes sont sorties « elles aussi » ou « à leur tour » et ont constitué un cortège, enfants devant et hommes formant des cordons de protection. Par la suite, le mouvement s'est généralisé à l'ensemble du pays, est devenu interclassiste et a été rejoint par les étudiants et lycéens qui ont apporté la mixité. La participation des femmes obéit donc aux codes locaux, elle est le reflet de ce qui se passe dans la société. En Lybie, hommes et femmes sont séparés dans les manifestations et les femmes ont joué un rôle à la direction du CNT. En Syrie c'est souvent le cas mais les jeunes femmes essaient de briser les tabous et comme le mouvement s'y est structuré de façon clandestine, ce sont souvent des femmes qui font partie des directions et ont pris des responsabilités. Au Maroc, le mouvement est complètement mixte, à l'instar du premier spot d'appel du mouvement du 20 février : un homme, une femme. A Oman, à ceci près que les cortèges noirs sont séparés : la couleur noire, ce sont des femmes et les cortèges blancs des hommes ! Y compris lors des assemblées générales de la fonction publique, les hommes et les femmes se regroupent. Les choses ne sont pas évidentes même si les femmes gagnent une place notoire et reconnue comme au Koweït en Jordanie ou au Yémen, à tel point que le seul nom qui ait émergé au

niveau international soit celui de Tawwakul Karman, prix Nobel de la Paix 2012. En Jordanie, des femmes ont organisé une manifestation spécifique.

Le caractère pacifique et non-violent des révolutions facilite la participation des femmes. En revanche, tout début de militarisation les en exclut. Combien de femmes dans l'Armée syrienne libre ? Si en Libye, certaines ont participé à une rébellion armée, c'est parce qu'elles étaient militaires dans l'armée libyenne de Kadhafi, à l'instar de Naïma Rifi, colonel. Et partout les femmes ont vécu la répression générale et une répression spécifique : violées en Libye, soumises à des tests de virginité en Egypte... ou encore harcelées et violées sur la voie publique, violées en Syrie. Notons que les révolutionnaires masculins qui sont tués deviennent des martyrs et sont honorés à ce titre tandis que les femmes révolutionnaires violées disparaissent de la mémoire.

Hic et nunc

Les structures d'auto organisation se sont effacées quand les dirigeants ont quitté le pouvoir. Il n'y a pas de velléité de la part des révolutionnaires de penser à « l'après », tout du moins dans ces cadres.

Les structures d'auto organisation ont mis le temps à voir le jour et sont différentes selon les pays. En Tunisie comme les manifestants avaient souvent tout détruit sur leur passage : les administrations, les organes du pouvoir et de répression, des structures d'auto organisation, embryons d'auto gestion, qui ne disposaient d'aucun fonds, ont dû suppléer momentanément au vide. De même un autre type d'organisation, l'auto défense, a été créé : des milices de quartier pour défendre les habitants ainsi que dans les entreprises où les gens se sont auto organisés là où des dirigeants avaient été chassés, parce que trop liés au régime. Mais ces structures ont disparu ! Donc on peut en déduire une fragilité des structures mises en place par les révolutionnaires. Il s'agit d'une structuration horizontale, sous-tendue par aucune idéologie, et qui ne permet pas l'émergence de leader charismatique, rompant en cela avec une tradition de leadership, assortie du culte de la personnalité qui a prévalu dans ces pays, tant à la tête des Etats qu'à la direction des partis d'opposition, dont les « chefs » ont été systématiquement des hommes « irremplaçables », sauf en cas de décès. Cette démocratie à la base pourrait être une chance pour les femmes.

Au terme de deux ans de processus dans cette région, les révolutionnaires syriens sont à ce jour les seuls à avoir libéré par leurs propres forces des régions entières et chasser l'ancien appareil d'Etat. Ils y ont mis en place des structures élues ou cooptées, par des processus se voulant démocratiques, destinées à administrer ces régions et les représentant de fait. Ces structures diffèrent d'une ville à l'autre de par les tâches qu'elles sont amenées à mener à bien, l'état économique de la zone, notamment son état de destruction et/ou la présence de personnes déplacées qui y affluent. Certains sont des conseils civils et d'autres relèvent d'une administration militaire. Elles sont amenées à jouer le rôle des anciennes municipalités et assument souvent celui de l'Etat, en se chargeant de prérogatives normalement dévolues à ce dernier : législation, police, justice, sécurité sociale, fixation des prix. Dans ces zones existent aussi des initiatives citoyennes qui prennent en charge de nombreuses tâches que ne peuvent assumer à elles seules ces structures. De fait ces zones libérées constituent une réalité hétéroclite, tributaires également des flux d'argent qui assurent leur survie.

Quelle que soit la fragilité de ces structures qui restent menacées dans la mesure où le pouvoir central syrien dispose toujours de moyens militaires aériens, elles sont de fait les embryons d'un Etat alternatif. Il semble que ces municipalités, souvent appelées conseils, ne soient pas encore coordonnées. Si ce processus se poursuit, il posera en filigrane la question de la représentation légitime du peuple syrien : les conseils que les populations se sont données à la base, ou les instances en exil déjà reconnues au niveau international... A titre d'exemple on peut se référer aux

expériences de Douma, Alep, Yabroud, Atmé, Binneche, Karnaz, Maarzeita, Sweida, Manbij et autres.

Unanimisme révolutionnaire

A l'exception du Liban, des EUA (des opposants ont été déchus de leur nationalité et emprisonnés dès 2011), du Qatar (un poète s'est vu condamné à l'emprisonnement à perpétuité pour avoir écrit un hymne à la révolution tunisienne) ou de l'Algérie, -mais pour combien de temps ?-, tous les pays ont connu des débuts de mobilisation, même si elles sont restées fragiles (Mauritanie) et qui dit pays arabes dit un certain nombre de populations non arabes ou de minorités religieuses ou minorités opprimées ou encore le groupe des femmes qui n'est pas une minorité. Il y a eu adhésion pleine et entière de tous ces groupes. Quelques exemples : les minorités nationales kurdes syriennes disent Azadi (liberté en kurde) quand les Arabes scandent horriya, adhèrent au mouvement sans revendication particulariste. Idem pour les femmes, pas de revendication spécifique : on se rassemble autour du slogan : « Dégage ! » pour Ben Ali, « Irhal ! » pour Kadhafi, Moubarek ou Saleh. Idem pour les Berbères du Maroc qui revendiquent avec les Arabes le droit à l'emploi. Même constat pour les Berbères en Lybie. Il n'y a pas eu de revendication spécifique au niveau religieux pour les Coptes en Egypte ou les Chrétiens syriens. Les membres de toutes les communautés (opprimées ou non) participent à la révolution, notamment les alaouites dont fait partie le clan Bachar al Assad, les druzes, les kurdes ou les chrétiens, et ils sont partie prenante de la lutte.

L'exception dans ce bel unanimisme révolutionnaire restera celle des étrangers qui n'ont pas participé aux révolutions : travailleurs africains en Libye qui craignaient pour leur vie, en raison d'un racisme assorti de représailles systématiques à l'encontre des Africains dont certains ont participé aux milices de Kadhafi et dont une certaine partie sans papiers souhaitaient surtout se mettre à l'abri, travailleurs du Golfe, sauf au Bahreïn où le soulèvement a commencé en février suite à la grève des travailleurs indiens.

La non participation des millions d'ouvriers interroge de façon aigue la dimension sociale des ces mouvement

On a vu que les objectifs étaient la chute des régimes, les réformes démocratiques contre la corruption, la mise en place d'une nouvelle constitution ; pour autant il y a-t-il une composante sociale ? Cela tombe sous le sens en Tunisie, en Egypte, au Maroc ou en Jordanie avec les grèves qui ont précédé, accompagné et suivi les mobilisations. Dans le sultanat d'Oman, le mouvement a été précédé par la grève de la fonction publique, des sociétés nationales et l'organisation des chômeurs qui ont occupé des places et monté des tentes. Ce fut le coup d'envoi d'un mouvement démocratique pour des libertés dans le sultanat. Au Bahreïn, le mouvement est inauguré par la grève de 1300 ouvriers du bâtiment pour des augmentations de salaires. La composante sociale est absolument évidente ou induite dans une série de pays mais semble absente en Libye car la composante ouvrière de la société libyenne est composée des étrangers qui n'ont pas participé au mouvement ou encore à Koweït où les marches sont des marches pour la « dignité » c'est-à-dire la citoyenneté.

Et si on interroge un temps un peu plus long, on constate que ces mouvements ont été précédés de révoltes sociales à répétition. Si vous interrogez Adnane Hajji, un dirigeant du mouvement du bassin minier de 2008, il vous dira que la révolution a commencé en Tunisie à Rédeyef en 2008 et non à Sidi Bouzid en 2010. Au-delà de la concurrence des symboles, il est évident que ces régions ont été ébranlées par des révoltes sociales simultanées en 2008 à Gafsa en Tunisie, à Sidi Ifni au Maroc, au Yémen et en Syrie. Depuis 2009, la Jordanie voit la montée des luttes ouvrières et la création de

syndicats libres, même si non reconnus.

Rien ne permet de prévoir l'irruption des travailleurs dans ces processus. Les grèves incessantes actuelles en Tunisie ont une dimension carrément sociale.

En revanche, des grèves sont « révolutionnaires » dans le sens où elles ont des revendications politiques qu'il s'agisse de la grève de la dignité en Syrie, du mouvement de grèves anti corruption dans les administrations yéménites dit « révolution parallèle » ou encore de la grève générale en Tunisie du 8 février 2013. Les rythmes ne sont pas écrits d'avance.

La dimension sociale est aussi tributaire des positionnements syndicaux, quand les syndicats existent. A Oman la grève dans la fonction publique de janvier-février 2011 ne relève pas d'un grand mouvement syndical (les syndicats ne sont autorisés que depuis quelques années) mais s'est auto organisée sous forme d'assemblées générales, de sit-in pour demander des augmentations de salaires. On ne sait pas ce que cela aurait donné puisque, rente pétrolière l'y autorisant, le Sultan a arrosé tous les travailleurs qui ont eu gain de cause et ont repris le travail. Sont restés dans la rue au cours de l'année 2011 les chômeurs et le mouvement démocratique. Idem pour la grève des travailleurs des sous-traitants du secteur pétrolier de 2012. Il n'existait pas de syndicat dans ce secteur. Les grèves et les mouvements sociaux en Jordanie ont tendance à remettre en cause la politique économique du pouvoir et se situent à l'intersection des mouvements « syndicaux » et « politiques ».

Révolution arabe ?

Dans la majorité des pays arabes, quelque chose s'est passé.

Les mouvements sont circonscrits aux pays du monde arabe. Il n'y a pas de débordements sur des pays voisins, même si bien des peuples lorgnent avec envie les Arabes : « Tounes tounest va Iran natounest » dit un jeu de mot iranien, soit « La Tunisie a réussi là où l'Iran a échoué », comprendre après les élections de 2009. Il n'y a pas eu non plus de volonté politique de créer une solidarité entre manifestants des différents pays, ni de construire un mouvement à l'échelle arabe. Il y a des échanges techniques via Internet ou des contacts et rencontres organisés (au niveau de la lutte contre le sexisme ou de l'écologie) ou surtout des manifestations en cas de répression comme dans la péninsule arabique contre la répression au Bahreïn et en Tunisie pour la Libye. Mais il n'y a pas de volonté de construire un mouvement révolutionnaire arabe et pas de dimension « nationaliste arabe » : la cause palestinienne est demeurée absente des mobilisations. L'Amérique n'a pas été conspuée ni le drapeau israélien brûlé. En Syrie et en Jordanie, où vivent des centaines de milliers de Palestiniens, des manifestants ont bien lancé un clin d'œil aux Palestiniens, sous forme d'excuses « *Frères palestiniens, on s'occupe de Bachar/Abdallah, ensuite on reviendra vers vous* ».

S'il y avait encore un doute à ce sujet, il a été levé par l'irruption des populations de Cisjordanie (septembre 2012) et de Jordanie (novembre 2012) dans la révolution. Les manifestants de Cisjordanie qui ont manifesté pendant deux semaines pour réclamer la chute de Fayyad et de Abbas n'ont pas mentionné Israël – ils ont toutefois réclamé l'annulation des accords d'Oslo, considérés comme à la source de la politique économique qui les étouffe –, ceux d'Hébron ont même repris la chanson d'Ibrahim Qacchouch qui était devenue l'hymne de la révolution syrienne et l'ont adaptée à leur contexte.

Une tentative identique a eu lieu à Ghazza en septembre 2012 quand une manifestation a éclaté dans le camp de Braij scandant « *le peuple veut la chute du Hamas* » provoquée par le décès d'un enfant carbonisé dans l'incendie de son domicile.

Quant aux Jordaniens, c'est-à-dire souvent des Palestiniens, qui manifestaient alors qu'Israël bombardait Ghazza en novembre 2012, ils avaient pour slogan « A bas Abdallah à bas Bachar ».

En revanche les populations s'adressent au monde, à l'international.

Le mot « Dégage ! » en Tunisie est en français et des pancartes sont rédigées en anglais. Les banderoles en Syrie sont écrites en anglais et chaque manifestation commence par une banderole ou une pancarte portant la date exacte et le nom de la ville pour éviter la manipulation du régime qui veut faire croire qu'il s'agirait d'une vidéo tournée en d'autres temps et d'autres lieux. Il y a aussi en Syrie des banderoles rédigées en russe, en persan ou en chinois qui s'adressent aux populations dont les dirigeants soutiennent le régime. L'appel à l'international est très présent tant le sentiment d'abandon est énorme au Yémen et en Syrie face aux massacre de masse, où on peut voir écrit sur les banderoles « Where is the conscience of The World ? » (Syrie, 15 juillet 2011) « Votre silence nous tue » (Syrie, 29 juillet 2011) « Où est l'humanité, Où est le monde censé se tenir à nos côtés ? » (Sanaa, « Place du Changement »). Cela était vrai en 2011, on pourrait se demander si l'indifférence du monde n'a pas contribué à faire disparaître ce type d'appel en 2012-2013. En tous cas les manifestants du Soudan, d'Arabie Saoudite, de Koweït ou de Jordanie n'ont pas adressé de message à l'international, découragés par le mutisme face à la révolution syrienne ?

Des révolutions citoyennes

Si les revendications expriment la soif de réformes, on dit « Halte à la corruption », « Où est passé l'argent du pétrole ? », on réclame « une constitution », des « élections », c'est un catalogue ! Pour les processus révolutionnaires c'est le slogan « Dégage ! », « le peuple veut la chute du régime », « Bachar assassin », « tueur »... Mais en Tunisie cela n'a pas commencé ainsi. On a d'abord réclamé de la dignité pour le peuple, du pain, des emplois, ensuite on est passé à « ministère de l'intérieur, ministère de la terreur ». Il a fallu plusieurs semaines pour revendiquer la chute du régime. Cela a commencé par des revendications sociales et démocratiques qui ont été évincées par le slogan « Dégage ! », au point qu'à la fin on entendait ce slogan pour le moins inattendu « L'eau et le pain on veut bien, mais Ben Ali, non ! », ce qui traduit le passage à un mouvement interclassiste ; l'essentiel était devenu la chute du régime. Bien des révolutions ont été déclenchées par une mesure économique impopulaire : cela a été le cas au Soudan, en Jordanie ou en Cisjordanie. Mais le slogan de « chute du régime » était immédiatement présent.

Les tapis avant la mosquée ?

Ces mouvements n'étaient pas sous-tendus par une idéologie particulière. Il n'y a pas eu présence, ou création ex-nihilo de partis révolutionnaires. Les manifestants se sont dotés uniquement de structures d'auto organisation. Les mouvements révolutionnaires qui ont suivi le départ de Ben Ali ont eu pour seul mot d'ordre « dégage », ce qui va marquer en creux très vite ce qu'on veut après. Si aujourd'hui en Syrie, on dit qu'on veut la chute du régime mais aussi des emplois, la liberté, la fin de la torture ... on va vous rétorquer : « *il faut aller à l'essentiel, le départ de Bachar* » ; si on avance d'autres revendications que la chute du régime, on risque de passer pour un réformiste. La difficulté que cela sous tend pour un révolutionnaire c'est de lier ces revendications à la chute du régime, préciser que c'est pour après et dessiner quelle Syrie on veut demain. Le maximalisme des revendications pose des problèmes s'il interdit de penser à un programme alternatif.

(Pour une série de raisons historiques liées notamment à l'histoire des Partis communistes arabes et la victoire de la révolution iranienne en 1978, la gauche arabe est restée faible, la gauche

révolutionnaire groupusculaire et divisée. Les partis hégémoniques depuis la révolution iranienne ce sont les partis islamistes qui sont l'alternative, avec pour référence non pas Téhéran ou Riadh, mais plutôt la Turquie.)

Le bilan : deux après le début des révolutions, bien des structures d'auto organisations se sont affaiblies, aucun parti révolutionnaire n'a émergé dans aucun pays, ni aucun parti « arabe » à l'échelle de la région.

Vers un approfondissement de la révolution démocratique ?

Toutes ces tendances peuvent être infirmées ou confirmées, cela dépend aussi de causes exogènes, non abordées ici : Comment l'impérialisme va-t-il « supporter » certains secteurs de la révolution, comment va-t-il les contourner ou comment va-t-il les réprimer ? Les trois possibilités sont à l'œuvre : en Tunisie, en Libye, en Syrie, au Yémen et aussi les pays du Golfe, très convaincants à coup de dollars, notamment le Qatar ou via l'Arabie Saoudite qui envoie ses troupes au Bahreïn.

Dans l'immédiat, il semble qu'une nouvelle tendance se dessine. L'unanimité des premiers mois de la révolution se fissure et dans la brèche surgissent de nouvelles revendications, celles des groupes opprimés.

Ceci n'est certes qu'embryonnaire et répond à des dynamiques locales, mais qu'on en juge : le 17 juin 2011, des femmes d'Arabie Saoudite, pays où n'existait alors pas de contestation généralisée, manifestent pour le droit à conduire des voitures. Elles ne l'obtiendront pas, mais se verront accorder le droit de vote aux municipales... dans cinq ans ! Le 17 juin 2012, elles revendiquent à nouveau le droit de conduire et se voient accorder le droit de participer aux Jeux Olympiques.

Les femmes égyptiennes manifestent dès le 20 décembre 2011 puis le 27 en solidarité avec Samira Ibrahim. Elles s'organisent contre le harcèlement sexuel et manifestent le 9 juin 2012 ainsi que les 6 février au Caire et le 12 février 2013 à Alexandrie.

Les Tunisiennes manifestent le 13 août 2012 et répondent massivement à l'appel lancé par Basma Khalfaoui, la veuve de Chokri Belaïd, à assister aux funérailles, traditionnellement non mixtes, le 8 février dernier, en défilant sur le cimetière.

Le 25 décembre 2011, les Amazighs de Tunisie organisent une manifestation à Tunis pour que soient prises en compte leurs revendications dans la prochaine constitution, une première dans ce pays. Les Berbères de Libye revendiquent fortement leur participation au gouvernement libyen.

Les apatrides du Koweït dits « bidun », manifestent sans relâche et bravent la répression les vendredis pour exiger d'être des citoyens à part entière. Les autorités leur ont octroyé en mars 2011 le droit à l'éducation et la santé mais pas les droits civiques.

Enfin, dans le Sultanat d'Oman, où les travailleurs étrangers représentent près de 80% du secteur privé, à plusieurs reprises en 2012, ils ont manifesté ; une première fois 500 d'entre eux ont organisé une marche pour des impayés de salaire, et dimanche 15 janvier plus de 3000 travailleurs étrangers (Indiens, Philippins, Indonésiens, etc.) embauchés à la construction du nouvel aéroport de Mascate se sont mis en grève pour un différend sur la rétribution des heures supplémentaires.

Les Akhdam du Yémen ou « intouchables » qui vivent dans les bidonvilles à la périphérie des villes feront une grève nationale du nettoyage des villes de plusieurs mois en 2012 pour exiger de ne pas être payés à la journée et des contrats de travail, obtenant gain de cause et rejoindront les

révolutionnaires encore sous leur tente pour gagner une reconnaissance sociale.

Les homosexuels organisés en associations (Kifkif au Maroc, Kelmti en Tunisie) publient des revues en Tunisie (*Gay*) et au Maroc (*Mithly*).

Les athées revendiquent le droit de ne pas respecter le ramadan au Maroc (les dé-jeûneurs) ou de blasphémer en Tunisie.

Les réfugiés de Choucha (Tunisie) organisent une manifestation à Tunis fin janvier 2013 pour obtenir le statut qui leur a été refusé par le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR).

Les réfugiés syriens de Jordanie se révoltent à plusieurs reprises dans le camp de Zaatari les 23 octobre et 28 novembre 2012, ainsi que le 8 janvier 2013.

Les réfugiés soudanais en Egypte protestent le 12 novembre 2012 aussi contre l'absence de protection.

L'arrestation de Camara Laye au Maroc est le point de départ d'une campagne pour sa libération.

Le mutisme des réfugiés est terminé.

A l'intersection des luttes de femmes, des immigrés et des luttes sociales questionnant les choix économiques, en 2010-2011, les luttes des employées immigrées de Jordanie du Qualified industrial Zones (QIZ), ou zones franches destinées à l'exportation.

Les luttes écologiques

Enfin, des protestations éclatent désormais partout dans un nouveau registre, même si ces luttes ont commencé avant les révolutions (la lutte des écoliers du Koweït de mai 2010 : 15 000 d'entre eux restent à la maison pour dénoncer l'inaction du gouvernement au niveau de la pollution entraînée par la zone industrielle), celui de l'écologie.

Guellala, Jerba, Tunisie, 5 octobre 2012, les digues des bassins de rétention des eaux usées ont cédé, et les égouts se sont répandues dans les terres, les populations ont manifesté bruyamment contre un désastre écologique qu'ils prévoyaient ayant prévenu les nouvelles autorités dès janvier 2011, en vain.

Des populations égyptiennes protestent et s'organisent contre la pollution : les comités populaires d'Alexandrie lancent une campagne de propreté en envoyant les sacs de poubelles non ramassés devant la municipalité. A Assouan, les habitants tentent de s'organiser contre la pollution du canal de Kima qui déverse dans l'eau du Nil des eaux polluées par les égouts, entraînant maladies et décès.

A Damiette, les habitants se sont affrontés aux chars de l'armée pendant deux semaines en novembre 2012 après avoir bloqué la ville pour protester contre la pollution de la ville par une usine chimique et arrachent la fermeture de l'usine.

Les populations de Ghadhfan dans le sultanat d'Oman, manifestant pendant des jours et des nuits en 2012 contre la pollution de leur ville occasionnée par la zone industrielle et l'émission de gaz toxiques ayant entraîné maladies cancéreuses et décès. Une première réponse est donnée : une proposition de transfert des populations dans de nouveaux logements ;

Les 9 octobre et 7 novembre 2012, des manifestations sont organisées en Tunisie contre

l'autorisation donnée à Shell d'exploiter le gaz de schiste dans la région de Kairouan.

Enfin, à l'occasion de la 18 ème conférence de l'ONU sur le changement climatique, 400 jeunes du Mouvement des jeunes arabes pour le Climat (AYCM), récemment créé, manifestent à Doha.

Luiza Toscane

P.-S.

* Cet article reprend pour l'essentiel les conférences données les 7 janvier 2012 et 16 février 2013 au Club Socialisme Maintenant.

<http://www.socialisme-maintenant.com/les-processus-revolutionnaires-arabes-2/>